DE LA STRATEGIE MAROCAINE

(arguments)

par El MALKI HABIB.

Le Maroc politiquement indépendant à vingt ans passés. C'est une date importante dans la vie d'un peuple qui a lutté héroïquement pour retrouver sa dignité et son unité.

On est tenté de faire un bilan pour porter une appréciation globale sur la pratique économique officielle durant cette période et de conclure sur un ton moralisant sur ce qui doit être fait. Mais une telle démarche n'est pas rigoureuse : descriptive, elle tombe dans les « cercles vicieux »... De surcroît, pour une économie de capitalisme périphérique comme la nôtre, la querelle des chiffres n'a pas une grande signification. Il n'est pas suffisant de connaître l'évolution des principales grandeurs économiques, et encore moins de dégager les différentes relations existantes entre elles.

C'est ainsi que trop souvent, et de façon superficielle, on « décrète » qu'une politique économique a échoué parce que les objectifs fixés ne sont pas atteints ! C'est encore une fois tomber dans la « théorie des cercles vicieux ».

La réflexion doit se porter sur la nature des concepts d'analyse utilisés et des théories qui servent de soubassement à l'élaboration des politiques économiques. C'est à ce niveau que réside en grande partie la cause de l'échec ou du succès de tout projet ayant pour objectif la transformation ou l'aménagement du réel.

Depuis 1956, le Maroc a connu deux types de stratégie économique fondés sur deux visions différentes et antagoniques du passé, du présent et du devenir de l'économie et de la société marocaines :

— la stratégie de développement national indépendant basée sur la reconversion totale et progressive de l'économie et qui a trouvé son expression dans la première version du premier plan quinquennal 1960-1964,

— la stratégie de la croissance dans la dépendance, basée sur la marocanisation de l'héritage colonial et qui a trouvé son expression dans le plan triennal 1965-1967, et les plans quinquennaux 1968-72 et 1973-1977.

L'analyse sommaire de l'histoire socio-économique du Maroc indépendant montre que ces deux grandes stratégies correspondent à deux étapes dans le processus de lutte du peuple marocain :

— L'étape de l'élan populaire des premières années de l'indépendance où les mots d'ordre : réforme agraire, généralisation de l'enseignement, industrialisation, nationalisation... avaient un contenu révolutionnaire mobilisateur et traduisaient une véritable espérance.

L'étape de « restabilisation » et de récupération des mots d'ordre du mouvement progressiste marocain de la part des tenants de l'ordre néo-colonial.

Mais l'expérience économique des 16 dernières années a montré les limitites « réformisme » aux contours mal définis et d'inspiration pseudo-libérale.

I - *La Stratégie de développement* contenue dans le plan quinquenal 1960-64 était sous-tendue par une approche structurelle et globaliste des problèmes. Se présentant comme une stratégie de *transition*, elle visait :

— d'une part, la rupture définitive avec l'économie coloniale en détachant l'économie marocaine de l'orbite du satellitisme,

— d'autre part, l'édification des bases d'une économie nationale indépendante (comme le soulignent plusieurs projets de réforme de structures touchant l'agriculture, l'industrie, le commerce extérieur, l'administration, le système éducatif, etc...).

C'est pourquoi cette stratégie reste :

1 - Une stratégie de libération économique.

Le plan quinquennal 1960-64 considère que les bases solides d'un développement national autonome sont l'agriculture et l'industrie. En absorbant plus de la moitié des investissements nets prévus

dans le quinquennat, ces deux branches constituent les deux grandes priorités du plan.

Ce choix résulte d'une analyse rigoureuse des structures de l'économie marocaine. Et c'est dans ce sens que le plan assigne à l'agriculture et à l'industrie des tâches particulières, se plaçant dans la perspective d'un développement général à long terme.

L'Agriculture :

Les actions prévues dans le cadre de la transformation du monde rural ont principalement un double objectif :

— la réalisation de l'autosuffisance sur le plan alimentaire en cherchant à produire sur le sol national la plus grande partie des produits alimentaires actuellement importés (huiles, corps gras, produits laitiers, sucre...).

— la contribution à l'accélération du processus d'industrialisation en dégageant un double surplus :

- le surplus de population rurale en âge de travailler jusqu'à présent improductif et son transfert dans le secteur industriel ;
- un surplus investissable dans l'industrie.

Naturellement, la réalisation de ces objectifs est subordonnée à une série d'actions n'agissant pas uniquement sur le facteur terre mais sur toutes les composantes infrastucturelles et superstructurelles de la campagne marocaine.

C'est pourquoi la réforme agraire prévue est basée sur deux principes fondamentaux :

— la réduction des inégalités par une meilleure répartition des terres. Il est prévu que la réforme agraire touche non seulement les terres cultivables mais aussi les structures concernant les droits de parcours, les droits forestiers et les droits d'eau.

— la création de nouveaux rapports et de nouvelles formes d'exploitation.

Le plan, tout en prenant en considération la spécificité de chaque région ou de chaque zone ainsi que les différences de nature existantes entre les différentes terres, met l'accent sur les *formes collectives d'exploitation* par la constitution de *coopératives*.

L'Industrie de base

Le plan quinquennal 1960-64 considère que la création d'une *industrie de base* fondamentale est un facteur décisif dans l'édifica-

tion de la base matérielle de l'économie, et ce pour trois raisons principales :

— l'industrie de base est un facteur de rupture de l'échange inégale : la valorisation locale de nos matières premières jusqu'ici exportées à l'état brut-souligne le plan-va « soustraire le Maroc d'une situation désavantageuse sur le terrain des échanges internationaux » ;

— l'industrie de base est un facteur de croissance soutenue car elle rend les industries minières existantes moins dépendantes des fluctuations de la situation économique internationale ;

— enfin, l'industrie de base est un facteur d'intégration économique car elle renforce les complémentarités existantes entre les différentes secteurs de l'économie.

Les projets de lancement d'industries métallurgiques, d'industries chimiques de base et d'industries énergétiques constituent des pôles de développement complémentaires, économiquement viable et techniquement réalisables. A fort potentiel de réinvestissement du surplus, ils devaient servir de pôles de développement c'est-à-dire « d'unités motrices (...) capables d'augmenter le produit, de modifier les structures, d'engendrer des changements dans les types d'organisation, de susciter des progrès économiques ou de favoriser le progrès économique » (1). Ils caractérisent l'option industrialisante du plan quinquennal 1960-64, option devant initier l'économie marocaine à un développement véritable.

Au delà des objectifs quantitatifs et qualitatifs tracés pour l'agriculture et l'industrie, le plan a aussi correctement posé la problématique des relations entre les deux seecteurs dans le cadre d'un développement coordonné, harmonieux et soutenu. C'est en ce sens que le modèle de développement présenté ci-dessus est un modèle planifié intégré.

La réalisation de ce modèle dépasse l'horizon quinquennal. Elle implique par conséquent une *nouvelle conception du rôle de l'Etat* dans le développement économique du pays.

Après 1956, il était encore prématuré d'élaborer une doctrine en matière d'intervention publique car la pratique économique de l'Etat était encore à ses débuts. Mais le plan quinquennal 1960-64, en partant des données historiques du moment et des caractéristiques structurelles de l'économie marocaine, a tracé un nouveau

1. Fr. Perroux : *L'Economie du XX°*, p. 219. PUF (3ème éd.).

cadre d'intervention publique et mis en place de nouveaux moyens destinés à faire jouer à l'Etat un rôle moteur dans différents domaine de l'activité économique. Deux grands principes sont pris en considération :

— ne pas s'aliner l'initiative privée dans la mesure où celle-ci est disposée à participer à l'édification d'une économie nationale indépendante. C'est ainsi que le plan précise que « l'industrie marocaine sera développée à l'initiative de l'Etat et à l'initiative des entrepreneurs privés. Il importe donc de définir... le domaine d'activité et le rôle de chacun... ».

— élargir le secteur public et le secteur mixte pour les rendre capables de jouer un *rôle d'entraînement* pour le reste de l'économie.

L'Etat, pour donner une plus grande efficacité et cohérence à sa politique, a mis sur pied des instruments de participation, de gestion et de contrôle. A titre d'exemple, nous citons :

a - *les instruments d'applications de la réforme agraire*

— Création de l'Office Foncier, de l'ONI (Office National de l'Irrigation) ;

— réforme du Crédit Agricole (support financier de la réforme agraire) ;

— réforme de la fiscalité agricole...

b - *Les moyens du développement industriel,* dont en particulier :

— Création du BEPI (Bureau d'Etudes et de Participations Industrielles) conçu comme un agent moteur dans l'industrialisation de base ;

— Création de la Banque Nationale du Développement Economique ;

— promulgation d'un code d'investissements destiné à inciter le capital privé à s'investir dans les secteurs fixés par le plan et particulièrement dans les zones deshéritées ;

— nouvelle législation douanière supprimant le régime de la porte ouverte instaurée par l'Acte d'Algésiras et protégeant la naissance d'une industrie nationale...

2 - **Une stratégie auto-centrée** .

L'élaboration du modèle de financement est conforme à la phi-

losophie générale du plan de développement. Elle est commandée par deux principes :

— la formation accélérée de l'épargne locale appelée à augmenter de 85% en cinq ans, soit un taux d'accroissement annuel de 17%. En 1965, le taux d'épargne nationale devrait atteindre 20% contre 14% en 1959), taux jamais réalisé jusqu'à présent.

Le caractère des apports extérieurs qui rentrent pour moins de 1% dans l'ensemble des moyens de financement prévus.

Pour atteindre ces objectifs, le plan a défini une politique de financement courageuse prévoyant :

a) une action sur la consommation privée et publique. C'est ainsi qu'il est demandé à l'Etat d'adapter son train de vie aux moyens financiers dont dispose la nation, d'améliorer la productivité de l'administration et d'alléger le poids des dépenses de fonctionnement. En somme, l'épargne publique qui doit être dégagée est appelée à jouer un rôle important dans la formation de l'épargne globale.

Par ailleurs, le taux de croissance de la consommation privée prévu par le plan est relativement faible : 5% contre un taux de croissance de la P.I.B. de 7%, ce qui constitue un facteur d'accélaration de l'épargne nationale.

En résumé, la politique de financement contenue dans le plan quinquennal est basée sur une politique *d'austérité.*

b) le cotrôle des transferts de capitaux ;

c) la mobilisation des avoir extérieurs pour les besoins d'investissements productifs...

Pour toutes ces raisons, le modèle de financement du plan est un modèle auto-centré. c'est-à-dire basé essentiellement sur une mobilisation méthodique et intensive de toutes les potentialités internes.

L'avortement de cette stratégie de libération nationale par le *développement* constitue un tournant dans l'histoire récente du Maroc. La révision puis l'abandon des options d'un développement national autonome se traduiront par l'élaboration d'une stratégie de *croissance* qui rompt avec les conceptions et les finalités prévalant jusqu'en 1960. La crise financière de 1964 sera le « révélateur » et l'occasion pour préciser de façon solennelle « la nouvelle voie » que le Maroc entend suivre. La mission de la BIRD, qui séjourna du

printemps 1964 à mai 1965, va faire adhérer le Maroc à une doctrine économique bien définie (2).

II - *La nouvelle stratégie est* fortement marquée par le cachet théorique et idéologique des experts internationaux dont l'approche des problèmes de croissance reste fondamentalement néo-classique (3).

Voici quelques idées-forces qui caractérisent aussi bien leur pensée que leurs recommandations pratiques :

1 - Une conception linéaire et spontanéiste du développement.

Le système économique et social des pays sous-développés doit connaître une croissance par étapes, leur image de demain étant celle des pays de l'Europe Occidentale actuellement industrialisée. Autrement dit, la voie emprunté par les pays qui entament aujourd'hui une nouvelle révolution scientifique et technique est la « voie historique » à suivre.

2 - Le sacro-saint respect de la « loi de proportion des facteurs ».

Cette loi est une formulation subtile de la théorie des avantages comparés au niveau inter-sectoriel de l'économie nationale. Elle a pour objet d'institutionnaliser « l'équilibre de sous-développement » en mettant l'accent sur la « rareté du facteur capital » et sur l'abandance du facteur travail » dans les pays sous-développés.

C'est pourquoi, elle conduit sur le plan pratique à favoriser l'installation d'industries fortement consommatrices de main-d'œuvre : ce qui permet d'obtenir un faible surplus par travailleur et des réinvestissements peu élevés — contrairement aux industries capitalistiques.

La loi de proportion des facteurs débouche par conséquent, sur

---

2. Un résumé exhaustif du rapport de cette mission est présenté dans la Revue MAGHREB n° 16 (juillet-août 1966).

3. Généralement deux théories servent de référence aux experts internationaux : la théorie de l'économie à « double secteur » et la théorie des stades, du développement » — T. MENDE, dans son ouvrage *De l'aide à la recolonisation* (Ed. Seuil) présente une série de réflexions sur l'affiliation théorique des experts internationaux.

un modèle d'accumulation de type périphérique, basé sur un appel massif au capital étranger pour remédier à la faiblesse du taux de mobilisation interne du surplus. L'expérience a montré que le fonctionnement d'un tel modèle accentue plus le mouvement de transfert du surplus périphérie-centre que le mouvement inverse centre-périphérie.

3 - Une vision moralisante et a-historique.

La lecture du rapport Pearson (4) est à cet égard très édifiante. Le développement peut-il se réaliser par et à travers la « solidarité » de classes ? Le progrès humain peut-il être atteint en attendant l'avènement d'une « économie généralisée et mondiale » (5) ? Une telle démarche en se situant au-dessus des forces sociales qui font l'histoire et au-dessus de l'antagonisme des deux grands systèmes socio-économiques, ne peut aboutir qu'à l'impasse.

Il n'est pas alors étonnant que les thérapeutiques proposées se limitent le plus souvent à la recherche des moyens les plus « efficients » destinés à faire courir les pays sous-développés tout en les maintenant sur place. La priorité est la préservation du statu que avec une « adaptation graduelle » aux changements des structures économiques et sociales.

Dans qu'elle mesure, la pratique économique est-elle en conformité avec ce shema général ?

Au lendemain de la constitution du consortium financier — sous l'égide de la B.I.R.D. — pour le Maroc, le ministre des Finances à l'époque déclarait en Mai 1967 à Washington :

« *Le Maroc a choisi la voie du libéralisme. Il servira d'exemple dans ce domaine à l'Afrique toute entière* ».

Et le dessein de la BIRD et de ses agences spécialisées était de faire du Maroc « une vitrine, un banc d'essai, un laboratoire » qui aurait valeur de modèle et pouvoir d'attraction sur tout le continent africain.

---

4. Ed. Denoël (1970-71).

5. La notion « d'économie généralisée » est définie par Fr. PERROUX dans *Economie du XX° s.* comme « l'économie de tout l'homme et l'économie de tous les hommes » (p. 675). « Le capitalisme et le socialisme (ne seraient que des cas particuliers dans la formation d'une économie généralisée.

Le 3 février 1973, le ministre des Finances déclarait devant la Jeune Chambre Economique de Casablanca : (...) « *nous avons choisi de vivre et de nous développer conformément à nos vieilles traditions libérales dans un système franchement libéral. Mais, il n'en est pas moins vrai que cette option ne saurait, dans un Maroc qui se veut moderne, être comprise dans le sens désuet et anachronique du libéralisme d'antan* » (...).

« *L'Etat ne peut se substituer* (...) *que dans une mesure relativement faible aux entreprises privées et, dès lors la réalisation des prévisions du Plan* 1973-77 *qui conditionne l'expansion économique du pays dépend en très grande partie d'une accélération du régime des investissements de capitaux privés* ».

Ces deux citations soulignent une continuité quant à la « philosophie de développement » des responsables, philosophie qui a inspiré fortement le plan triennal 1965-67, le plan quinquennal 1967-72 et le plan quinquennal en cours 1973-77. Ces différents plans — et particulièrement les deux derniers — font ressortir un modèle de croissance qui présente deux caractéristiques dominantes :

1 - Un modèle de croissance extraverti qui fait de la Demande extérieure la variable notrice.

Le troisième plan quinquennal présente les exportations comme « une nécessité inéluctable et une condition du décollage économique ». Devant croître de 10% par an (6) — en termes réels — le secteur des exportations est appelé à jouer le rôle de leadership au sein de l'économie marocaine.

Pour les responsables, cette option est commandée par trois séries de considérations :

— l'insuffisance de la demande locale, c'est-à-dire la faiblesse de la dimension du marché interne.

Cette situation explique partiellement la sous-utilisation des capacités de production dont le taux dépasse 37% (7) dans l'ensemble de l'industrie.

---

6. Selon les prévisions du plan.
7. *Etude de structure de l'industrie*. Division des statistiques (1969).

— les « insuffisances » de la politique de substitution aux produits d'importation et dont l'un des objectifs majeurs était la réalisation d'un surplus sous forme d'économie en devises.

Or l'*Etude de Structure de l'industrie* (7) a révélé que le taux des inputs importés reste élevé : 60% pour l'ensemble des branches de l'industrie et 70% pour la seule industrie de transformation.

— la proximité géographique du Maroc de la CEE et des Etats-Unis. D'autant plus que le cadre économique libéral du pays est considéré par les auteurs du plan comme un « atout dans le système du marché mondial actuel ».

Cette politique d'exportation s'appuie sur la libéralisation du commerce extérieur et s'accompagne de plusieurs mesures d'encouragement à caractère administratif, juridique, financier et fiscal (8).

Une telle politique n'est que le sous-produit de la division du travail à caractère néo-impérialiste à l'échelle internationale. Elle aboutit à une industrialisation de type périphérique accélérant le processus d'intégration de l'économie marocaine dans le marché capitaliste international.

2 - *La politique d'investissement appliquée* est soumise aux « contraintes » des deux critères suivants :

— la « pénurie du capital » dont la logique entretient une dépendance financière accrue vis-à-vis de l'extérieur,

— *le leadership des investissements d'infrastructure économique et sociale* qui est par définition un leadership *indicatif* et non contraignant.

L'effet d'induction des séquences par excès de capacité de l'I.E.S. (Infrastructure Economique et Sociale) sur les A.D.P. (Activités Directement Productives) doit — en théorie — favoriser la création d'économies externes avec un pouvoir d'attraction sur les investissements potentiels et induire des A.D.P. avec, pour conséquence, une élévation du produit national dont résultera un accroissement du surplus et une nouvelle poussée sur les investissements de base.

Mais plusieurs expériences de développement (Japon, pays So-

8. Promulgation en Août 1973 d'un code des exportateurs qui stipule l'exonération totale de l'IBP pendant dix ans, la garantie de transfert des dividendes et la garantie de retransfert du capital investi, par ailleurs, la création d'un Centre Supérieur des exportateurs.

cialistes) ont démontré la supériorité des séquences basées sur les A.D.P. dans la maximation du surplus et de la croissance. Les I.E.S. ont des effets trop souvent décevants et sans rapport avec l'effort initial qui se solde ainsi par un gaspillage de capital — sensé être rare.

Dans le cas du Maroc, la « pénurie du capital » conduit paradoxalement à plusieurs formes de dilapidation du surplus :

a - *le fonctionnement coûteux des codes d'investissement* conçu à l'origine comme un instrument visant l'accroissement du taux de mobilisation du surplus.

Le tableau suivant mesure frossièrement l'importance des différents avantages octroyés aux investissements agrées (9).

ESTIMATION DES PRINCIPAUX AVANTAGES ACCORDES AUX INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS (en millions de DH)

	1960	1963	1966	1969	1972
Coût financier (1)	12,1	25,1	25,1	17,3	42,2
Total des investissements industriels agrées (2)	87,9	183,4	182,3	125,4	306,3
1/2 x 100	13,76	13,68	13,77	13,64	13,77

Il ressort que, de 1960 à 1972, l'incidence financière directe représente presque 14% des investissements initiaux annuels, soit en valeur absolue 31 millions de DH par an en moyenne. Ce qui est loin d'être négligeable si l'on se réfère à toute la période 1960-72.

b - *La sous-utilisation de la capacité de production dont le taux dépasse* 37% *dans l'ensemble de l'industrie.*

Mesuré par le rapport capacité de production / valeur de la

9. *Bilan du fonctionnement du code des investissements dans le secteur industriel :* 1960-1972 n° 28 — INSEA Rabat. (Cette étude est le résultat d'un groupe de travail auquel nous avons participé durant l'année universitaire 1972-73).

production, ce taux est relativement important pour chacune des branches suivantes :

Indus. aliment	Mines	Matériaux Bât. TP	Métaux Mat. transp. Artif. p.r. indus.
43%	14%	29,7%	39%

Textiles cuir chauss	Chimie parachimie	Indus. diverses	Total Enquête	Indus. de transf.
35%	44,5%	46%	37,4%	41,3%

Source : Etude de structure de l'industrie Rapport n° 12 (1969) — Direction de la Statistique.

c - *L'entretien coûteux d'une lourde infrastructure économique et administrative, affaiblissant la productivité du surplus.*

Les dépenses occasionnées à ce titre absorbent une part élevée des dépenses totales publiques. Il s'agit là uniquement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des administrations n'ayant pas d'attributions économiques et sociales (justice, Défense Nationale, T.P. services administratifs intérieur...).

En 1973, cette catégorie représente 44% environ du budget général de l'Etat (contre 50% en 1963).

Pour la même année, les T.P. ont absorbé en équipement (extension de l'infrastructure) et en fonctionnement (entretien des routes près de 12,5% contre 10% en 1964 des dépenses publiques. Dans le budget d'équipement, ils absorbent plus du tiers.

Dans de telles conditions, l'écart qui sépare le surplus effectivement existant et le surplus potentiellement disponible ne peut aller qu'en s'accroissant. Cette situation est d'autant plus préoccupante que — à titre indicatif — le fonds d'accumulation potentiel disponible représente une moyenne supérieure à 50% du Produit

National Brut (10 — alors que le taux d'investissement brut plafonne à 15% en moyenne depuis de nombreuses années (11).

La stratégie de croissance dans la dépendance en vigueur depuis 1960 a conduit l'économie marocaine à un état de crise déclaré (11). Certes, le poids de certains facteurs conjoncturels à caractère exogène n'est pas négligeable (crise des économies du centre, renchérissement généralisé du prix des produits d'importation, mauvaise conjoncture phosphatière...). Mais ceci ne fait que traduire de manière encore plus aigüe la fragilité des bases de croissance de l'économie marocaine et de son état de dépendance vis-à-vis de l'Extérieur.

Peut-on appliquer avec succès dans une formation sociale comme celle du Maroc la voie capitaliste ?

Il faut d'abord préciser que l'expérience économique marocaine est faussement libérale. Avec un secteur public qui participe à concurrence du tiers dans la P.I.B et un Etat qui assume plus de 50%

10. Cf. notre étude : *Le surplus économique, instrument d'analyse de la* tentiel ne sera pas destiné dans son intégralité — bien entendu — à l'investissement. Un pourcentage non négligeable serait affecté par exemple à l'élévation du niveau de vie des masses paysannes et urbaines c'est à cette condition que ce fonds garde toute sa signification socio-économique — et non comptable — et permet d'ouvrir de grandes perspectives de changement.
11. Depuis 1975, le taux d'investissement a presque doublé. Ceci peut laisser croire à des changements profonds dans la politique économique de l'Etat et particulièrement en matière d'investissements. Mais l'analyse de la structure de la formation brute de capital fixe révèle qu'une grande partie des dépenses d'investissement est affectée à des fins non productives (le cas de la construction immobilière qui connait une intense activité alimentée par la spéculation, l'entretien de l'infrastructure léguée par le Protectorat, la construction de routes et d'aéroports nouveaux dont la rentabilité socio-économique reste à démontrer et enfin l'achat massif de matériel militaire qui gonfle artificiellement la rubrique « outillage de la FBCF).
12. Voici à titre d'exemple — quelques indications de crise :
    a) l'augmentation du coefficient d'endettement (charges de la dette/ Exportations) est légèrement inférieur à 10% en 1976 — contre 5,8% en 1974 ;
    b) la détérioration de la balance commerciale : le taux de couverture des échanges est passé de 88% en 1974 à 44% en 1976 ;
    c) le maintien du taux moyen d'inflation à un niveau élevé : entre 1974 et 1976, il est de 14,2%. L'inflation qui est un phénomène récent au Maroc est alimentée aussi par le commerce extérieur que par le commerce extérieur que par le modèle de consommation des nouvelles couches urbaines, la spéculation immobilière et l'intervention des commerçants grossistes — gonflant de manière parasitaires les marges bénéficiaires ;
    d) la détérioration des réserves de change qui ont chuté de 47% entre juin 1975 et juin 1976.

dans l'effort d'investissement, le libéralisme est un mot vide de sens et devient fondamentalement un gadget idéologique. La voie capitaliste ou libérale interventionniste signifie traditionnellement l'existence d'une classe de capitalistes dont les intérêts se confondent avec ceux de l'économie nationale, classe qui a une vision claire de l'avenir de la société. Qui dit capitalisme dit aussi valorisation interne du capital, c'est-à-dire accumulation auto-entretenue, donc développement.

L'absence de ces déterminants socio-économiques au Maroc fait que l'idéologie dominante est basée plus sur la sacralisation des valeurs posséistes et du statu quo que sur l'assimilation d'éléments de renouvellement et de transformation. Possédée par le passé, obsédée par l'avenir, l'idéologie dominante vit une contradiction temporelle qui traduit en fait l'incapacité des nouveaux riches à gérer selon les critères proprement capitalistes et à prévoir selon les méthodes capitalistes.

Il existe au Maroc un capitalisme d'Etat d'un type particulier, *un capitalisme d'Etat périphérique* (CEP), concept qui traduit à la fois le poids de l'intervention économique des pouvoirs publics dans les secteurs d'activité délaissés par le capital privé et la place de l'économie marocaine dans la division actuelle du travail à l'échelle internationale. Le CEP est une notion qui permet de mieux caractériser la formation sociale marocaine dont les contours sont encore mal définis. Il reste qu'elle doit être mieux précisée pour qu'elle revête toute sa signification dans un domaine où les catégories d'analyse et d'appréciation couramment utilisées ont peu de prégnance sur le réel.

Bien entendu, le CEP en tant que doctrine économique — et encore plus en tant que pratique — n'a conduit qu'à l'impasse.

L'alternative existe. Elle est fondée sur un projet de société qui rompt de manière irréversible avec le passé colonial et l'ordre socio-économique néo-colonial présent. Cette alternative, c'est le socialisme entendu comme méthodologie d'analyse et voie de développement. Cela est du domaine du possible car la revendication du socialisme pour sortir du sous-développement prend ses racines dans la réalité profonde de notre pays. La voie du C.E.P. a non seulement montré ses limites mais son incapacité de garantir la couverture des coûts de l'homme, c'est-à-dire un minimum de dignité.

Le libéralisme économique organisé ou le dirigisme libéral répondait à des situations concrètes propres au développement historique de la société européenne. Au 18° s., la philosophie du droit naturel de Locke ou de Hume — qui est une philosophie bourgeoise — chantait les mérites du libéralisme et plaçait les intérêts de l'individu en-dessus de la Société. De ce fait, ayant joué un rôle progressiste, elle traduisait le passage d'une société ancienne à une société plus avancée. Au 20° s., l'interventionnisme libéral keynésien était la riposte théorique et pratique à la crise capitaliste en 1929-33 ; le capitalisme étant entré dans la phase des monopoles où le poids économique de l'Etat devient de plus en plus pesant.

Pourquoi, dans ces conditions, s'entêter à transplanter une philosophie et des méthodes qui ont un « effet de bâtardisation » sur notre développement ? Pourquoi lire notre présent et envisager notre avenir à travers un prisme historique déformant ? La vision européocentrique est-elle une maladie infantile dans le tiers-monde ?

Le peuple marocain a des traditions communautaires fortement enracinées dans son histoire tant en matière de défense vis-à-vis de l'étranger que de vie de tous les jours. La société marocaine précoloniale était basée sur la Jemâa qui est un cadre coutumier à caractère collectif permettant d'organiser la production, la répartition et la consommation entre ses membres.

C'est pourquoi le socialisme est une revendication populaire, un facteur de notre identité — dans une certaine mesure.

Le projet socialiste puise donc ses racines dans notre patrimoine national. Il doit être enrichi par les enseignement tirés des expériences socialistes contemporaines dans toute leur diversité.

C'est en ce sens qu'il faut démystifier le terme même de socialisme. Si pour une certaine gauche il se réduit aux nationalisations et à la réforme agraire, il est pour la droite synonyme de pénurie, d'athéisme et d'anarchie. Le socialisme n'est pas réductible à ces représentations caricaturales et mensongères car nous vivons au 20° s.

L'histoire a démontré que seul le socialisme est capable de de redécouvrir sa propre identité d'autre part.

Le socialisme dépasse donc la simple arithmétique production — productivité. Il est création collective car le développement multidimensionnel est l'affaire de tous. Il est créativité quotidienne car

l'homme, libéré de toutes les entraves, s'assume et assume ses responsabilités dans le processus d'édification d'une nouvelle société.

En conclusion, revendiquer le socialisme, c'est d'abord adopter une grille de lecture scientifique de l'histoire, c'est ensuite vouloir changer le présent, c'est enfin réunir les moyens de changement démocratique.

Rabat, Octobre 1976

EL MALKI Habib.